

Congo Hold-up



Congo Hold-up, la plus grande fuite de documents sensibles d'Afrique, révèle comment la banque privée BGFI a été utilisée pour détourner des fonds publics et des ressources naturelles de la RD Congo, principalement pour l'en-

chissement de l'entourage de l'ancien président Joseph Kabila. Les données de Congo Hold-up comprennent plus de 3,5 millions de documents internes de la BGFI, et les détails de millions de transactions, partagés

avec Le Soir et 18 médias par la Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique et Mediapart. Une enquête de six mois coordonnée par le réseau d'investigation EIC. Le Soir et ses partenaires de l'enquête

Congo Hold-up publieront au cours des prochaines semaines des articles qui exposeront en détail les astuces utilisées par la BGFI et ses clients pour dissimuler la corruption endémique et le détournement de l'argent public.

ENQUÊTE

L'histoire secrète du scandale Egal

L'entreprise d'importation de poisson et de viande Egal, dirigée par des Belges, a reçu 77 millions de dollars de fonds suspects et détournés des caisses de l'Etat de RDC, dont 6 millions ont directement bénéficié à l'ancien président Joseph Kabila.



A la direction d'Egal, un duo d'hommes d'affaires belges : Marc Piedboeuf et Alain Wan. © PHOTOMONTAGE LE SOIR / MEDIAPART - D.R.

YANN PHILIPPIN (MEDIAPART)
ET SONIA ROLLEY (RFI), ÉDITÉ PAR X.C.

L'affaire Egal a éclaté le 29 octobre 2016, dans les colonnes du *Soir*. Ce jour-là, votre quotidien révélait, grâce à de premiers documents fournis par le lanceur d'alerte Jean-Jacques Lumumba, l'existence d'un détournement de 43 millions de dollars d'argent public congolais au profit de l'Entreprise générale d'alimentation (Egal), une société d'importation de viande et de poisson contrôlée par des personnalités du premier cercle de l'ancien chef de l'Etat, Joseph Kabila. Le tout avec la complicité de la banque BGFI.

À l'époque, tous les protagonistes ont formellement démenti l'information dans un droit de réponse envoyé au *Soir*. Pourtant, ce détournement a bien eu lieu. L'enquête « Congo Hold-up », basée sur 3,5 millions de documents issus de la BGFI obtenus par *Mediapart* et l'ONG PPLAAF, permet de raconter pour la première fois en détail l'histoire

secrète de ce scandale d'Etat.

Il ressort même de notre enquête qu'en plus des 43 millions précités, la société Egal a également bénéficié de 34 millions de fonds supplémentaires, d'origine inconnue. Soit un total de plus de 77 millions de dollars de fonds suspects, dont 6 millions ont bénéficié à Joseph Kabila et à sa famille.

Une équipe de choc

L'approvisionnement alimentaire est un enjeu vital, au Congo. Si le pays dispose de suffisamment de terres arables pour nourrir sa population, elle souffre pourtant d'une famine sans précédent. « Plus de 21 millions de Congolais sont confrontés à une grave crise alimentaire – le nombre le plus élevé jamais enregistré dans un pays », selon un récent rapport de l'International Rescue Committee.

Offrir à la population de la viande et du poisson moins chers et « de meilleure qualité », c'était pourtant l'objectif de la société Egal, fondée en 2013 par des « patriotes congolais », comme on peut le lire dans un mémo de la banque BGFI, où la société dispose de plusieurs comptes.

Ces « patriotes » sont tous des intimes de Joseph Kabila. Norbert Nkulu, le plus gros actionnaire d'Egal (41 %), n'est autre que l'avocat personnel de l'ex-président. Albert Yuma, président d'Egal (qui détient 29,5 % du capital), était l'un des piliers de l'ancien régime (il présidait la compagnie minière d'Etat Gécamines et siégeait comme administrateur à la Banque centrale). Et à la direction d'Egal, un duo d'hommes d'affaires bien de chez nous : le Belgo-Congolais Alain Wan et le Belge Marc Piedboeuf, soupçonnés d'agir pour le compte de Kabila. La famille Wan assure également détenir 20 % d'Egal via la société offshore Aremad Ltd, immatriculée aux îles Vierges britanniques.

En mettant sur pied Egal, cette équipe de choc voulait conquérir un gros morceau du marché des importations alimentaires, alors dominé par des entreprises étrangères. Mais monter une société de ce type nécessite de gros moyens : il faut des bateaux, des camions, des entrepôts réfrigérés. Les promoteurs d'Egal ne peuvent, ou ne veulent, pas financer l'aventure. Ils mettent alors au point une incroyable

combinaison pour obtenir cet argent de l'Etat congolais – qui a également accordé à la société une exonération totale de droits de douane sur ses importations de poisson.

Une créance bidon

Le 10 juin 2013, un courrier portant la signature du ministre des Finances de l'époque, Patrice Kitebi, annonce à MW Afritec, une autre entreprise (de travaux publics) pilotée par le duo Wan-Piedboeuf, une heureuse nouvelle. L'Etat lui doit 64 millions de dollars pour « divers travaux effectués », et va payer 43 millions tout de suite.

Une créance jugée « fictive » par l'Inspection générale des Finances (IGF), qui a été créée pour « servir d'alibi au détournement ». MW Afritec a ensuite transféré cette créance bidon à Egal, en vertu de deux conventions signées en mai et en juillet 2013.

Il faut un peu de temps pour que les fonds soient réellement transférés. Le 29 novembre 2013, deux directeurs de la Banque centrale du Congo (BCC) ordonnent de virer ces 43 millions à Egal, afin de régler la créance fictive, en utilisant des comptes hébergés par la BGFI. La BCC n'hésitera pas à falsifier son bilan officiel pour faire croire que ce paiement n'a jamais eu lieu.

Le 23 décembre 2013, un mois à peine après l'arrivée des fonds, Egal prélève 3 millions de dollars, qui sont versés sur un compte de la BGFI lié au président Kabila. Un courriel rédigé le même jour par le directeur des opérations de la banque confirme qu'il s'agit de l'exécution d'une « demande de virement [...] d'Egal vers la présidence ».

Un an plus tard, un second virement de 3 millions de dollars est effectué depuis ce même compte d'Egal à Sud Oil, une société écran contrôlée par Francis Selemani, frère adoptif de Joseph Kabila et directeur général de la BGFI RDC, comme nous l'avons révélé vendredi dans le premier volet de l'enquête « Congo Hold-up ».

Suite à la parution de cet article, Egal a démenti auprès de notre partenaire RFI, affirmant que la société « ne détient aucun compte dans aucune banque qui aurait opéré le virement évoqué en faveur de Sud Oil ». Nous avons pourtant les preuves que ce paiement de 2.999.999,5 dollars a bien eu

lieu le 3 octobre 2014.

Des dépenses offshore

La société Egal brûle rapidement les millions dont elle dispose, et doit faire face à plusieurs reprises à un besoin de cash imminent. En juin 2014, elle reçoit à nouveau 4 millions de dollars intracçables sur l'un des comptes dont elle dispose à la BGFI. En septembre 2016, 30 millions de dollars sont virés sur ce même compte, avec pour seul libellé « nivellement », en provenance du compte de la BGFI à la Banque centrale. Interrogés sur l'origine de ces fonds, Egal, la BGFI et la BCC n'ont pas répondu.

En juin 2018, Egal a dépensé l'intégralité des 77 millions de fonds suspects. Qu'a fait l'entreprise de cet argent ? Une partie a servi à financer ses investissements. Mais nous avons relevé plusieurs opérations troubles.

Egal a par exemple payé 10 millions de dollars pour des achats d'équipements (camions, grues, chambres froides). Sauf que l'argent n'a pas été versé aux fournisseurs, mais à ATMD, une société boîte aux lettres immatriculée à Hong Kong et contrôlée par le duo Wan-Piedboeuf. Cette coquille offshore a aussi touché 2 millions pour des « achats de poissons » et 550.000 dollars pour des travaux d'« études et conception ».

Egal a également versé la bagatelle de 37,5 millions de dollars à la société Samaki Fishing, basée en Namibie, le principal pays où Egal se fournit en poisson. Samaki est une société boîte aux lettres qui ne possède ni quotas de pêche, ni navires, ni usines. Au conseil d'administration de Samaki, on retrouve Albert Yuma et Marc Piedboeuf, ainsi qu'un couple proche du pouvoir de Windhoek.

Egal a encore versé 14 millions de dollars à All Ocean Logistics (AOL), une offshore des îles Féroé qui possède au moins un bateau de la flotte d'Egal : le navire frigorifique El Nino. Ce cargo a permis de réaliser une lubie du président Kabila : la création d'un parc d'animaux sauvages dans sa ferme de Kingakati, au sud de Kinshasa. Comme l'ont révélé *Le Monde* et l'OCCRP en 2017, Egal a importé de Namibie vers la RDC, à bord d'El Nino, des girafes, des zèbres, des buffles, des gazelles et des

nouvelle collection



COLLECTION HETZEL
VICTOR HUGO

«Quatre-vingt-treize»
9,99 €*
LE LIVRE

* Bon à remettre à votre libraire du 19/11 au 25/11/21. Hors prix du journal Le Soir.

LE SOIR
Repensons notre quotidien